



## PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - JMDEL

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A. A. LEJOUR et FILS, la réalisation d'une étude de sols (phases A et B) ainsi qu'une Etude Simplifiée des Risques (E.S.R.) pour le site de son ancien établissement d'HALLUIN**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
officier de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 1994 autorisant la S.A. A. LEJOUR et FILS - siège social : 67, rue Racine - 59200 TOURCOING, à poursuivre l'exploitation 2, Route de Neuville à HALLUIN, d'une unité d'effilochage de matières textiles ;

VU la déclaration de cessation définitive d'activités du site d'HALLUIN effectuée par la S.A. LEJOURS et FILS en date du 11 octobre 2002, accompagnée d'une étude préalable de sols réalisée en 2001

VU le rapport en date du 5 décembre 2002, de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que :

- le dossier joint à la notification ne répond pas complètement au point III de l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

- le rapport d'étude de sols transmis est basé sur une étude documentaire et une visite du 31 mai 2001, soit bien avant la déclaration de cessation d'activité. Il indique que la nappe alluviale peut être très vulnérable à une pollution au droit du site et entraîner une pollution de la Becque de Neuville située à environ 150 mètres,

- une Evaluation Simplifiée des Risques (E.S.R.) n'a pas été établie. Elle seule permettrait de définir si des études approfondies ou un suivi s'avèrent nécessaires.

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 21 janvier 2003;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de prescrire à la S.A. LEJOUR et FILS, la réalisation d'une étude de sols (phases A et B), ainsi qu'une Evaluation Simplifiée des Risques, conformes au Guide national de gestion des sites (potentiellement) pollués du Ministère de l'Environnement, par voie d'arrêté préfectoral pris selon les formes prévues à l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 modifié ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La Société A. LEJOUR ET FILS, ci-après dénommée l'Exploitant, dont le Siège Social est situé 67, rue Racine à TOURCOING (59200), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté concernant le site du 2, route de Neuville à HALLUIN (59250).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

L'Exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Livre V du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) du Code de l'Environnement (partie législative)

### **ARTICLE 2 – ETUDE DES SOLS**

Une étude des sols du site et de leur impact sur l'Environnement devra être réalisée par un tiers Expert dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

Cette étude des sols devra être réalisée conformément au Guide national de gestion des sites (potentiellement) pollués du Ministère de l'Environnement. Celui-ci comprendra a minima les phases suivantes :

#### **2.1 - Phase A documentaire**

La phase A de l'étude des sols, selon la classification établie par ce guide devra comporter notamment :

- \* L'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre, les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation des éventuels dépôts de déchets, etc. Le recours aux acteurs de la vie de l'Entreprise (employés, retraités, etc.) est à envisager pour connaître les “pratiques non-officielles” si courantes dans les Entreprises ;
- \* Une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, qui permettra de préciser les informations propres au site étudié (hydrologie, hydrogéologie, habitat proche ou sur le site, usage de l'eau pour l'alimentation en eau potable ou l'irrigation, le constat éventuel de pollution au travers de ces informations, etc.) dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles potentielles (habitat, sources d'alimentation en eau potable, etc. ) ;
- \* Une visite de terrain et de ses environs immédiats pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat éventuel sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires ;
- \* Un rapport de synthèse qui fera le récolement des informations recueillies au cours de la première phase de l'étude des sols.

## **2.2 - Phase B investigations sur le terrain**

La phase B - investigations sur le terrain, comportera notamment les mesures et analyses ci-dessous :

- \* Reconnaissance des milieux suivants :
  - Les eaux superficielles et souterraines;
  - Les remblais au droit du site;
  - Les sols naturels au droit du site
 par prélèvements et analyse de sols.

Les zones à échantillonner seront sélectionnées après notamment inspection visuelle des dalles, sols, cuvettes, réseaux.

- \* Les analyses à effectuer dans chaque milieu se feront selon les règles de l'art en la matière et à partir de paramètres pertinents déterminés au vu de la phase A décrite ci-dessus.

### **2.3 - Diagnostic de la pollution du site et de son impact (E.S.R.)**

L'Exploitant fera réaliser, en complément à l'étude visée aux points 2.1 et 2.2 ci-dessus, une Evaluation Simplifiée des Risques conformément au Guide national de la gestion des sites (potentiellement) pollués du Ministère de l'Environnement.

### **ARTICLE 3 – ECHEANCIER**

Les documents suivants seront transmis à l'Inspection des Installations Classées :

Désignation du document	Délai à compter de la date de notification
Cahier des charges et proposition de tiers Expert - Etude de sols (article 2)	15 jours
Bon de commande de l'étude (article 2)	1 mois
Rapport de l'étude de sols et de l'Evaluation Simplifiée des Risques (article 2)	3 mois

### **ARTICLE 4 – FRAIS**

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent Arrêté Préfectoral complémentaire sont à la charge de l'Exploitant.

### **ARTICLE 5 - SANCTIONS**

Faute par l'Exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1<sup>er</sup>.

### **ARTICLE 6 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

### **ARTICLE 7 - EXECUTION DE L'ARRETE**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire d'HALLUIN,

- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

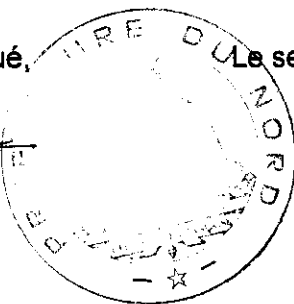
- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d'HALLUIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

FAIT à LILLE, le 19 février 2003

Pour ampliation,  
Le chef de bureau délégué,

Gilles GENNEQUIN



Le préfet,  
P/Le préfet  
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX